

**6e Dialogue économique  
franco-chinois - Discours de M.  
Bruno Le Maire, ministre de  
l'économie et des finances**  
(Paris, 07 décembre 2018)

(Seul le prononcé fait foi)

Bonjour à tous,

Nous venons de présider avec le vice-Premier ministre Hu Chunhua, la 6ème édition du dialogue économique et financier entre la France et la Chine. Je dois vous dire que cette 6ème édition a été un peu différente des précédentes parce que nous avons eu un dialogue très direct, que nous avons voulu ouvrir de nouveaux champs de coopération et mettre en place une nouvelle méthode pour obtenir de meilleurs résultats dans la relation commerciale entre la France et la Chine.

Il y a une relation politique étroite entre la France et la Chine que traduit l'amitié entre le président de la République française, Emmanuel Macron, et le président chinois Xi Jinping.

Cette amitié s'est traduite dans la visite d'Etat que le président de la République a effectuée il y a quelques mois en Chine. Il y a une relation culturelle qui est aussi extraordinairement étroite. Mais notre relation économique, reconnaissons-le, n'est pas à la hauteur de la qualité de la relation politique entre nos deux Etats et donc nous sommes déterminés, avec le vice-Premier ministre, à obtenir davantage de résultats qui doivent se traduire dans des chiffres d'échanges commerciaux beaucoup plus importants que ceux que nous avons atteints jusqu'à présent.

Nous avons aussi voulu changer de méthode en estimant que la relation entre les deux gouvernements était évidemment vitale, que les grands contrats étaient évidemment très importants, que ce soit dans l'aéronautique, dans le nucléaire, dans l'agriculture. Les contrats entre les PME sont aussi vitaux. C'est très important que nous développons entre nos PME des relations beaucoup plus étroites que celles qui existent aujourd'hui. Nous ne devons plus limiter la relation commerciale franco-chinoise aux grands contrats. C'est très important d'avoir des échanges entre les capitales, mais c'est aussi essentiel d'avoir des échanges décentralisés. Pour montrer cette nouvelle méthode, le vice-Premier ministre m'a proposé que la prochaine session du Dialogue économique et financier qui doit avoir lieu en Chine n'ait pas lieu à Pékin mais dans une ville de province. Je crois que c'est une excellente idée.

Enfin, le vice-Premier ministre m'a proposé d'ouvrir de nouveaux champs de coopération, en dehors des champs traditionnels. Je pense au développement dans l'industrie agroalimentaire, dans la recherche. Nous y sommes évidemment très favorables avec cet objectif de

rééquilibrage des échanges entre la France et la Chine, mais surtout de développement de ces échanges pour avoir des résultats économiques à la hauteur de notre amitié politique.

La première partie de notre discussion a porté principalement sur la gouvernance économique mondiale. Cette discussion était essentielle à mes yeux, tout simplement parce que nous sommes confrontés aujourd'hui à une guerre commerciale et que nous avons voulu réaffirmer avec le vice-Premier ministre chinois notre attachement à une gouvernance mondiale fondée sur des principes de réciprocité, de level playing field et d'instruments multilatéraux. Ne nous faisons pas d'illusions : la guerre commerciale que nous connaissons actuellement, va avoir un impact important et négatif sur la croissance mondiale dans les mois qui viennent. Toutes les indications dont nous disposons montrent que la croissance dans le monde, mais aussi la croissance dans la zone euro, vont être affectées par cette guerre commerciale ou par les tensions commerciales qui existent entre les Etats-Unis et la Chine.

Je crois avoir dit depuis le premier jour de mon entrée en fonction ici comme ministre de l'économie et des finances, que la guerre commerciale ne ferait que des perdants. Les premiers perdants de ces tensions commerciales, ce sont la croissance mondiale et la croissance dans la zone euro. Cela doit nous amener à poursuivre encore plus notre transformation économique et surtout à nous battre pour avoir de meilleurs échanges commerciaux entre la Chine et la France. Ce sera notre réponse à ces tensions commerciales mais je le redis : ne pensons pas une seconde que ces tensions commerciales n'aient pas d'impact sur la croissance mondiale et sur la croissance dans la zone euro. Elles en auront et elles seront significatives.

Dans le cadre de cette affirmation du multilatéralisme fondé sur des principes de réciprocité et de level playing field, nous sommes déterminés, avec la Chine, à engager cette transformation de l'Organisation mondiale du commerce à laquelle nous sommes attachés.

Nous attendons beaucoup de la Chine, qui a une place désormais essentielle dans le commerce international. Nous avons défini un plan de travail avec le vice-Premier ministre sur cette réforme de l'organisation mondiale du commerce.

Nous avons également, dans un deuxième temps, échangé sur les flux d'investissements et de commerce entre la France et la Chine. C'était le souhait manifesté par le président Xi Jinping et par le président de la République Emmanuel Macron lors de la visite d'Etat. Je me félicite que la Chine ait décidé d'ouvrir davantage son secteur financier. Je crois que c'est une décision absolument stratégique qui a été annoncée par le président Xi Jinping et nous tenons à vous en remercier. Nous souhaitons évidemment maintenant que le secteur financier français puisse bénéficier de cette ouverture. Une licence bancaire a été accordée à la BNP, c'est un très bon signal et d'autres établissements financiers - je pense au Crédit Agricole - doivent pouvoir en bénéficier prochainement.

Dans le domaine de l'agriculture, des progrès aussi ont été faits et qui sont des progrès importants. Je pense à la levée de l'embargo sur le boeuf mais je tiens aussi à mentionner le sujet aviaire puisque nous avons obtenu la levée de l'embargo et la reprise effective des exportations début 2019 de volailles françaises vers la Chine. Tout cela est, je crois, de très bon augure.

Je tiens à redire aussi, dans le cadre de ces flux d'investissements et de commerce entre la France et la Chine, qu'il y a une rencontre que chacun connaît, qui est importante, qui est la rencontre de Shanghai. J'ai indiqué au vice-Premier ministre que je m'occuperai personnellement de ce Forum de Shanghai pour garantir une bonne représentation politique évidemment, mais surtout une bonne représentation des entreprises françaises.

Reconnaissons-le, au dernier Forum de Shanghai, je pense que nous aurions pu faire mieux. Au prochain, nous ferons mieux, je vous le garantis. Nous aurons une meilleure représentation des entreprises françaises à ce rendez-vous majeur de l'économie chinoise.

Le troisième point que nous avons exploré, ce sont les champs de coopération entre la France et la Chine. Vous connaissez les sujets majeurs : je pense en particulier au nucléaire, je pense à l'usine de retraitement des déchets nucléaires entre ORANO et CNNC. Nous sommes décidés à faire avancer ce projet rapidement et à veiller personnellement, l'un comme l'autre, à la bonne avancée de ce projet.

Puis, le vice-Premier ministre m'a proposé un certain nombre d'autres champs de coopération : je pense à l'agriculture de précision, je pense à l'agro-alimentaire qui, au-delà de l'aéronautique, de l'aérospatiale, de tous les sujets traditionnels sur lesquels nous avons déjà une bonne coopération, doivent nous permettre d'ouvrir encore davantage nos échanges.

Enfin, je le disais précédemment, nous avons conclu notre rencontre par la question de la coopération financière entre nos deux pays. Je veux redire que la France a désormais vocation à devenir la première place financière en Europe à la suite du Brexit et que notre détermination à garantir ce succès de la place financière de Paris est totale. Les récentes annonces qui ont été faites par certaines grandes institutions financières, de relocalisation de leurs activités à Paris, l'installation de l'Agence bancaire européenne à Paris, sont des signaux très clairs de cette capacité de la France à devenir demain la première place financière en Europe. Tout cela doit nous permettre aussi d'ouvrir avec nos partenaires et amis chinois, une relation en matière de finance, beaucoup plus étroite et beaucoup plus coopérative.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous présenter ; vous voyez que ce conseil a été particulièrement efficace et constructif. Je tiens vraiment, au-delà des propos de convenance, à dire au vice-Premier ministre chinois, à quel point j'apprécie la qualité de la relation personnelle qui s'est nouée entre nous. Je pense qu'elle doit permettre de mettre en oeuvre les orientations qui nous ont été fixées par le président de la République et par le président chinois. Chacun mesure bien le temps de bouleversements dans lequel nous sommes : bouleversement technologique d'une rapidité surprenante pour tout le monde, bouleversement lié au réchauffement climatique sur lequel la Chine a pris des positions courageuses, bouleversement géopolitique lié à l'affrontement commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Face à ces bouleversements, je suis convaincu que la relation entre la France et la Chine peut être un élément de stabilité et un élément de prospérité pour nos peuples.

Je vous remercie./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)